

VERS UNE DISSOLUTION DE LA GALE ?



LA BANDEROLE LORS D'UN RASSEMBLEMENT DU DIMANCHE 17 DÉCEMBRE 2017. ©LB/RUE89LYON

La **GALE** (Groupe Antifasciste Lyon et Environs) a reçu une notification d'une procédure engagée par le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin. L'extrême-droite gouvernementale au travers de la « loi contre le séparatisme » a les pleins pouvoirs afin d'organiser toutes les dissolutions des différents collectifs qui dérangent le gouvernement et les différents ministres. Dans ce sens, le mouvement antifasciste à la demande surtout de la droite radicale est dans l'œil de la Place Beauvau.

Gérald Darmanin sait très bien sur quel pied il danse. Il écoute les oreilles attentivement de l'extrême-droite, dont les collectifs dissous se recrée immédiatement sous d'autres formes, les chefs changent, mais pas la base et encore l'idéologie. Le vieux Lyon est devenu un laboratoire pour les identitaires. Ils s'organisent progressivement afin de faire de cette zone :

un endroit clairement séparatiste où les attaques, les opérations commando voire les lynchages sont devenus la règle. Or, dans la dimension du macronisme, l'idée s'inscrit dans le fait que « les extrêmes se rejoignent ».

« LA PREMIÈRE C'EST DE PENSER QU'EN DISSOLVANT DES GROUPES ON ARRÊTE DES MOUVEMENTS DE CONTESTATION, QU'ON ARRÊTE LA PENSÉE ÉMANCIPATRICE DE SE DIFFUSER ET LA CRITIQUE DE SE POURSUIVRE. AU CONTRAIRE, NOUS ESPÉRONS QUE CES DÉMARCHES POLITIENNES AURONT L'EFFET INVERSE. DE FAIT, LE PROCÈS DES 7 ANTIFASCISTES A EU POUR SEUL EFFET DE RESSERRER DES LIENS DÉJÀ EXISTANTS ET DE CRÉER UN MOUVEMENT DE SOUTIEN D'AMPLEUR. CETTE RÉPRESSION EST POUR NOUS L'OCCASION DE CONSTRUIRE À NOUVEAU UN RAPPORT DE FORCE ET CE AVEC TOUT NOTRE CAMP POLITIQUE ». LA GALE, LE 18 MARS 2022

Pourtant, la loi que veut appliquer Gérard Darmanin n'est pas une loi républicaine, mais l'œuvre du programme de Marine Le Pen et des écoutes attentives d'Éric Zemmour. Il convient de souligner que les seules façons d'en terminer avec la violence identitaire restent d'adopter un autre discours que celui des identitaires. Hélas, le macronisme fait savoir clairement qu'en « même

temps » l'idée de lutter contre l'extrême-droite est aussi dangereuse que l'extrême-droite elle-même. Ainsi, la vision qui prédomine reste un paradoxe complet. Le macronisme devient dès lors la soupape de secours d'un ministère de l'Intérieur connu

pour ses sorties romanesques et foncièrement aux antipodes du matérialisme.

De cette façon, la dimension de laisser seul à l'extrême-droite identitaire qu'il a dissoute quelques collectifs pour l'exemple alors qu'il y avait largement de la matière de le faire avant la « loi contre le séparatisme ». Lyon risque de tomber aux mains de la « mafia d'extrême-droite ». Ce n'est pas anodin d'ailleurs que Gérard Darmanin veuille utiliser une rhétorique qui avait été celle d'Éric Ciotti en déclarant qu'il fallait dissoudre les groupes antifascistes. Ce dernier est un adepte de la « théorie du grand remplacement ». Les liens au niveau de l'idéologie macroniste reste dans le fait que cette dernière sur le fond n'y croit pas, mais elle a été applaudie très fréquemment pendant le quinquennat par le parti « Les Républicains » et le « Front National » devenu « Rassemblement National ». Nul ne pourra également ignorer d'une façon ou d'une autre que les « lois sécuritaires » (les unes à la suite des autres) et la « loi Asile et Immigration » s'inscrivait clairement dans le programme de Jean-Marie Le Pen en 1974 tout comme en 1981.

Le libéralisme à la cool renferme ce qu'il y a de plus de autoritaire en termes de répression. La fenêtre d'Overtone prépare doucement une population à un virage clairement réactionnaire.

Les méthodes utilisées contre le collectif s'inscrivent dans un véritable acharnement et un harcèlement qui ne conviendra à personne de sous-tendre que le harcèlement moral au travail est condamnable, mais le harcèlement étatique est tout à fait légal comme le montre cet extrait ci-contre.

Emmanuel Macron sait très bien que cette tentative de dissolution inscrite en pleine

période électorale vise à asseoir le camouflet qu'il a subi en essayant de dissoudre le collectif « Nantes Révoltée ». Le démagogisme d'un ministre qui avait affirmé dans un débat que Marine Le Pen était « molle » en dit long sur sa vision. Premier flic de France équivaut à dire « premier faf de France ». Ainsi, il convient de sous-tendre d'une façon rationnelle qu'il s'agit d'une « opération de communication » visant à récupérer des voix au sein des « Républicains » et du « Rassemblement National ». Face au populisme, face à la vision d'une société qui s'oriente toujours plus à droite, il en devient une démonstration assez évidente. Or, la dissolution d'un organisme ne permet pas de dissoudre des idées politiques à savoir la bataille contre le capitalisme, son monde et ses différents courants d'extrême-droite.

Ainsi, il convient de transcrire réellement que Gérard Darmanin le sait très bien : son opération ne peut que faire augmenter la violence dans le vieux Lyon, dont il est complice. Ainsi, les différents éléments pointent vers une vision rationnelle : la dissolution « éventuelle » de la **GALE** ne peut que permettre de cette façon d'ambitionner sciemment de s'accorder afin de ramener les électeurs potentiels vers la Macronie. L'expérience a démontré par le passé différentes choses : lorsque l'extrême-gauche est dissoute, ce n'est pas le « progrès »,

« DEPUIS MERCREDI 16 MARS, C'EST UN VÉRITABLE DISPOSITIF DE HARCÈLEMENT QUI S'EST MIS EN PLACE : DES MILITANT.E.S ONT ÉTÉ SUIVI.E.S DANS LA RUE JUSQU'À LEUR DOMICILE ET LEUR TRAVAIL, IELS SONT HARCELÉ.E.S AU TÉLÉPHONE PAR LA POLICE LYONNAISE, VENUE SONNER ET TAMBOURINER AUX PORTES TRÈS TÔT LE MATIN ET À PLUSIEURS REPRISES DANS LA JOURNÉE ». LA GALE, LE 18 MARS 2022

mais la « réaction ». Le progrès que la « macronie » essaye de mettre en avant se dissout comme le calcaire dans le vinaigre. Par le passé, chaque fois que les gouvernements ont essayé d'en finir avec l'antifascisme alors le fascisme est toujours arrivé par quelques moyens que ce soit. Dans une telle vision, le « macronisme » joue sur une pente glissante : Emmanuel peut certes être réélu à la présidence de la République, mais ce n'est

pas certain qu'il obtienne une majorité absolue à l'Assemblée Nationale. Clairement, il fera une alliance avec les partis d'extrême-droite, dont le parti « Les Républicains » aux termes d'un « contrat d'alliance » et de « gouvernance ».

Les différentes enquêtes permettent de déduire d'une façon assez formelle que la vision du macronisme tend clairement à étouffer les mouvements sociaux et clairement ceux qui luttent contre l'extrême-droite la plus radicale. Il ne fait guère de doute que l'influence d'Alliance tout comme le SGP-FO a transformé le ministre sarkozyste vers un ministre radicalisé identitaire. De plus, il convient de souligner que la « Police Nationale » créée par Philippe Pétain n'a jamais été « républicanisée ». Elle est toujours restée un bastion de « l'opposition de l'Etat de droit » et dans une manifestation récemment soutenue par le Gérald Darmanin demandait son abrogation stricto sensu.

Nous le savons très bien que le gouvernement reste dans un fantasme digne d'une forme de complotisme pouvant paraître comme aigüe. Au travers de ces mots, la **GALE** la réelle ambition du gouvernement qui naviguent essentiellement sur une position fantasmagorique (cf ci-contre)

En ce sens, les différends contre la **GALE** témoignent d'une longue enquête, mais aussi

d'un acharnement terrible. Les antifascistes sont dans le viseur d'un parti à la dérive aux termes d'une loi pouvant dissoudre n'importe quel collectif et n'importe quelle association sous des prétextes fallacieux. Nous le savons très bien que le « progrès » est dans le viseur de la bourgeoisie réactionnaire. Les temps risquent d'être difficiles, il nous faudra serrer les coudes au travers d'un message irrationnel, dont la jurisprudence peut en outre se terminer par la dissolution de tous les collectifs anticapitalistes.

Le monde tel qu'il a été idéalisé par la classe dominante se fera par la politique de la terre brûlée. Nous avons averti à plusieurs reprises sur l'autoritarisme augmentant de façon crescendo. Nul ne pourra prétendre qu'il n'aura pas été averti que le spectre légaliste au travers du pseudo-séparatisme en adéquation avec les juges administratifs devient une arme pour bâillonner les voix dissonantes. La République est vidée de son contenu républicain, elle est désormais une arme contre toute forme de dissonance et une entrave réelle à la liberté d'expression, de réunion et d'association.

Il convient de souligner de façon rationnelle et objective que le « mouvement antifasciste » ne peut-être qu'un mouvement révolutionnaire. La **GALE**

s'inscrit dans cette dynamique.

Pierre Le Bec.

« MARX ET ENGELS SONT RÉVOLUTIONNAIRES EN CE QU'ILS CRITIQUENT SIMULTANÉMENT LA FORME POLITIQUE ET LA BASE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA DOMINATION BOURGEOISE SUR LE FOND D'UNE THÉORIE DE L'HISTOIRE À L'HORIZON DE LAQUELLE APPARAÎT LA POSSIBILITÉ INÉDITE DE S'AFFRANCHIR DE L'ALIÉNATION (À L'ÉGARD DE LA NATURE, DU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE COMME DU POINT DE VUE POLITIQUE) ».

SARAH BARNAUD-MEYER, « MARX ET LA QUESTION DE LA DÉMOCRATIE », 2008